

Les instruments de la politique sociale dans un contexte islamique: Entre la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être humain

Fekkak HAMDI

Enseignant -chercheur

Laboratoire de recherche pluridisciplinaire en économie et gestion (LARPEG)

Université Sultan Moulay Slimane – Béni Mellal

Ghizlane CHIHAB

Enseignante -chercheuse

Faculté des Sciences Théologiques Economiques et Sociales de Taroudant

Université Ibn Zohr – Agadir

Résumé : Personne ne peut nier que, les politiques sociales occupent invraisemblablement une place très importante dans la stabilité sociale, le développement des sociétés et la promotion du bien-être humain. Les politiques sociales peuvent être vues comme étant un ensemble d'instruments qui se complètent entre eux (l'enseignement, la santé, l'emploi, la sécurité sociale...), afin de régulariser le circuit économique et les structures sociales, s'assurant de la redistribution, la protection, la cohésion et la justice sociale.

En revanche, tout est d'accord que l'instabilité sociale, la pauvreté, l'exclusion sociale, la précarité et bien d'autres malheurs, sont dues en raison de l'inefficacité des dites politiques sociales. A cet effet, notre présent article essaye d'analyser ces fléaux sous la vision du contexte islamique, en formulant notre problématique de la manière suivante : Dans quelle mesure les politiques sociales, dans un contexte islamique, répondent-elles aux besoins de la société ? En réduisant la pauvreté et en améliorant le niveau de vie.

Ces différentes malédictions peuvent avoir des réponses dans les pratiques de l'économie islamique. Pour cela, nous allons procéder à montrer comment les instruments de l'islam en termes de politiques sociales (la Zakat, les Sadaqats, et Waqf), peuvent remédier aux déséquilibres sociaux, aux inégalités de revenus, et à atténuer les retombés de la pauvreté, tout en rendant la vie de chacun plus agréable que possible.

En guise de conclusion, nous pourrions dire que le développement optimal de l'économie ne peut se faire sans la diminution de défaillances sociales.

Mots-clés : Politique sociale ; islam ; Zakat ; Pauvreté ; Répartition de richesse.

Abstract: No one can deny that social policies are undoubtedly very important for social stability, the development of societies and the promotion of human welfare. Social policies can be seen as a set of instruments that complement each other (education, health, employment, social security...), in order to regulate the economic circuit and social structures, ensuring redistribution, protection, cohesion and social justice.

On the other hand, all agree that social instability, poverty, social exclusion, precariousness and many other misfortunes, are due to the inefficiency of the said social policies. To this end, our present article tries to analyze these plagues under the vision of the Islamic context, by formulating our problematic in the following way: To what extent do social policies, in an Islamic context, meet the needs of society? By reducing poverty and improving living standards.

These different curses can be answered in the practices of the Islamic economy. To this end, we will proceed to show how the instruments of Islam in terms of social policies (Zakat, Sadaqats, and Waqf), can remedy social imbalances, income inequalities, and alleviate the fallout of poverty, while making everyone's life as comfortable as possible.

In conclusion, we could say that the optimal development of the economy cannot be achieved without the reduction of social failures.

Keywords: Social policy; Islam; Zakat; Poverty; Wealth distribution.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7016807>



1. Introduction

Le rôle de l'État dans l'activité sociale a connu une grande progression suite à une panoplie de textes qui servent à siéger et administrer nos vies quotidiennes : constitution, lois organiques, lois cadres, décrets, circulaires.... Ces textes jouent un rôle incontournable dans l'organisation de la société. D'ailleurs, ces derniers sont dus grâce à des travaux acharnés que les gouvernements successifs ont apportés à des problèmes rencontrés.

En outre, le Régime d'Assistance Médicale, les allocations familiales, les assurances, les pensions de retraite, et bien d'autres, plusieurs programmes ont été lancés dernièrement au profit de la jeunesse¹. Ceux qui favorisent davantage, bien évidemment, les capacités d'intégration au marché du travail afin d'absorber et de juguler les retombées de la pauvreté et de minimiser l'aggravation des inégalités sociales entre les individus.

En s'appuyant sur les statistiques officielles² qui, nous montrent qu'il y a encore plus des écarts sociaux, de misère et de pauvreté. Dans ce sens, nous pouvons conclure que le système social actuel souffre d'un déséquilibre très remarquable, en dépit, les avantages initiés par les gouvernements. Et partant de là, nous ne pourrions jamais parvenir aux résultats escomptés, qui nous permettent, bien entendu, de vivre dans une société juste digne d'intérêt, tout en visant à sauvegarder les intérêts de tous les individus, et à assurer sa pérennité.

Vu les problèmes sociaux vécus par la majorité des individus, nous avons le droit de poser la question suivante :

Quelle est l'utilité des lois sociales mises en vigueur par les gouvernements ?

À cet égard, on fait appel à un nouveau concept, qui trouve son origine dans le contexte islamique, à savoir le concept de redistribution des richesses, de façon à ce que chacun puisse avoir de meilleures chances de vivre en toute dignité. Dès lors, la problématique qu'on est censé de poser et s'imposer intuitivement est de savoir :

Dans quelle mesure les politiques sociales, dans un contexte islamique, répondent-elles aux besoins de la société ? En réduisant la pauvreté et en améliorant le niveau de vie.

Notre objectif, en fait, est de montrer comment les pratiques de l'islam peuvent corriger les déséquilibres constatés, les inégalités de revenus, et à atténuer les retombées de la pauvreté, tout en rendant la vie de chacun plus agréable que possible, grâce à une répartition juste et équitable des revenus et de la richesse, par le biais, de la Zakat, des sadaqats et des Waqfs comme instruments de redistribution de la richesse.

¹ A titre d'exemple : le programme *AWRACH*, le programme *FORSA*, ...

² Selon HCP Maroc, le taux de chômage est de 12.1% en 2022, le taux de pauvreté absolue est de 1.7% en 2020, le taux de vulnérabilité est de 7.3% en 2020.

Mais avant de s'atteler à débattre notre cadre d'analyse et apporter des éléments de réponse à la problématique citée auparavant, il serait judicieux de structurer notre présent travail comme suit :

Nous allons mettre en lumière, le rôle des instruments de redistribution de la richesse et leurs contributions à la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie. Tout en commençant par la Zakat et en se terminant par le Waqf, sans oublier de transiter par les Sadaqats.

2. La politique sociale dans un contexte islamique : fondements et pratiques

Il est communément admis que la pauvreté, la misère, l'exclusion sociale, la précarité, le chômage, les inégalités territoriales et bien d'autres malédictions, menacent tous les êtres humains, quel que soit leur niveau d'existence.

La pauvreté est un phénomène comportant de multiples dimensions auquel l'humanité est confrontée. C'est derniers peuvent être d'ordre économique comme la baisse du revenu, l'incapacité d'accès aux services sociaux afin d'atteindre un niveau de vie minimal (la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation de base, etc.), ou non économique comme l'exclusion sociale, la précarité.

Dans ce contexte, les pauvres selon la Banque mondiale, 2001, sont ceux qui ne disposent pas d'un revenu ou d'une consommation suffisante pour se placer au-dessus d'un certain seuil minimum de bien-être dans la société.

Quantitativement, la pauvreté donc, se mesure par rapport à un seuil de pauvreté (ou ligne de pauvreté) relatif à un endroit précis et à une date donnée. Cela est illustré par la définition adoptée par la communauté européenne en 1984 : « On entend par personnes pauvres les individus, les familles et les groupes de personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre dans lequel ils vivent ».

Une personne pauvre, selon (Qardawi, 2004), si elle n'est pas indigente ou démunie et n'a pas de ressources financières, peut travailler comme ouvrier et recevoir une rémunération pour ses services. Il peut travailler en tant que travailleur asservi ou travailleur ordinaire.

En effet, la pauvreté est impactée par plusieurs variables telles que le PIB, l'inflation, le niveau d'éducation scolaire, les transferts de fonds étrangers, la croissance démographique, l'instabilité politique, l'ouverture au commerce international et bien d'autres facteurs institutionnels et sociologiques.

Afin de faire face à ces fléaux, toutes les sociétés du monde ont fait des efforts pour remédier ce défi. A son tour, L'islam ce n'est pas un mode de vie statique, il a présenté un système complet pour atténuer les dites phénomènes, et réaliser le bien être pour toute l'humanité. Le concept de bien-être comprend à la fois la vie d'ici-bas et la vie de l'au-delà.

La réalisation du bien-être dans la vie d'ici-bas dépend du développement économique. C'est la raison pour laquelle l'islam incite avec empathie ses adeptes à lutter contre la pauvreté, l'ignorance et à rechercher et promouvoir d'autres facteurs de développement économique.

Dans le contexte, les décisions de la production, la distribution et l'utilisation des ressources des agents économiques sont guidés par le Saint Coran et la Sunna du Prophète Mohammed (Paix et salut sur lui). En suivant la stratégie islamique qui vise l'interdiction de la thésaurisation, la concentration des richesses entre quelques mains. De même, les activités économiques sont fondées sur certaines valeurs. Ces dernières sont la justice, la bienveillance, la piété, l'équité, la coopération, la modération et le concept de Halal et Haram.

Dans ce sens, la richesse en islam, est une forme de dépôt appartient à DIEU et doit être développée et utilisée d'une manière juste afin d'éliminer la pauvreté, contenter les besoins de tous, rendre la vie aussi aimable que possible pour tout le monde, et soutenir une distribution équitable des revenus et de la richesse.

L'acquiescement et la distribution de la richesse doivent être obéir aux conditions de la charia afin de réaliser ce qu'on appelle les maqassids. C'est pour cela, que la Foi a une place très importante qui se manifeste dans la pratique, en tenant compte de ses valeurs et de son système de motivation. Ainsi, dans l'absence de ces valeurs, la richesse transformait à une fin en soi. Elle servira alors à augmenter les inégalités, les défaillances et les déséquilibres, ce qui pourrait avoir en conséquence la réduction du bien-être de toute la société.

Dans ce sens, et afin de réaliser l'objectif islamique qui consiste à baisser et crasser au minimum les inégalités des revenus et de la richesse, il serait judicieux de compter principalement sur la Zakat, Sadaqat et Waqf comme instruments de redistribution de la richesse.

3. Les instruments de la politique sociale dans un contexte islamique

Afin de parvenir à la réalisation du bien-être, et à garantir l'égalité des chances entre tous les membres de la société. L'islam possède un système économique pluridimensionnel, qui englobe tous les aspects économiques et sociaux de la vie d'ici-bas, en se basant ses pratiques sur le Saint Coran et la Sunna.

Dans le contexte de l'économie islamique existe plusieurs institutions et structures, permettant de redistribuer les revenus et les richesses, afin de satisfaire les besoins fondamentaux de tous les membres de la société. Ces institutions comprennent, entre autres, la Zakat, les sadaqats, et le Waqf.

3.1 La Zakat

La Zakat peut être considérée comme la pierre angulaire du système monétaire islamique, elle a joué un rôle crucial dans l'histoire de l'islam, en dépit de son faible pourcentage, qui ne nuit pas à la fortune des riches mais il suffit aux pauvres. Elle constitue le troisième pilier de l'islam et l'une des cinq bases fondamentales sur lesquelles repose la Foi islamique.

Nous n'avons pas besoin de revenir à la définition du concept de la Zakat sur le plan linguistique ou conventionnel, mais ce que nous intéresse plus, c'est de savoir comment le système de la Zakat peut soutenir les pauvres et les indigents et de mettre les richesses en circulation.

De ce fait, l'établissement d'un système de Zakat, deviendra de nos jours, l'une des responsabilités fondamentales d'un État islamique. Et que tout musulman qui possède une certaine quantité de richesse doit donner une partie de sa richesse, comme le prescrit la charia, à ceux qui, aux yeux de la charia, ont le droit de recevoir la zakat³.

De toute façon, la Zakat est une ressource particulière car elle ne peut même pas être réclamée ensuite par le donateur, par un membre proche ou éloigné de sa famille. Elle doit être utilisée à des fins économiques et sociales pour les nécessiteux.

En termes d'impacts économique et sociaux, la Zakat apparaît comme un véritable système de sécurité et d'assurance sociale. Elle constitue pour les personnes vulnérables, une confiance sociale traduisant une assistance qui garantit leurs besoins. Dans cette même vision, la Zakat joue un rôle considérable dans la mobilisation des activités de l'économie, à travers ses rôles de financement, de l'investissement et de la distribution, ainsi l'atténuation des problèmes de pauvreté et de chômage.

En économie islamique, les mécanismes de stimulation des investissements peuvent être suivis à l'aide de l'équation suivante :

$$R = C + S$$

Avec :

R : Le revenu national

C : La consommation

S : L'épargne

En effet, la consommation peut être une consommation de gaspillage (Issraf), ou de parcimonie, et toutes interdites dans le Saint Coran, en raison de ses rôles dans l'inflation.

En revanche, l'islam a appelé à la modération et à la rationalisation de la consommation⁴. De même, dans le hadit⁵, le Prophète (PSL) a interdit l'utilisation excessive de l'eau, même si c'était pour l'ablution. Alors, par ce fait, le Prophète nous apprend que l'économie est indispensable même si les ressources sont disponibles.

³ Il existe différents types de richesse sur lesquels la zakat est prélevée

⁴ Sourate : Al Forqane; verset : 67

⁵ روي عن عبد الله بن عمر أن رسول الله - صلى الله عليه وسلم - مر بسعد بن أبي وقاص وهو يتوضأ فقال (ما هذا الإسراف؟)، فقال: أفي الوضوء إسراف؟، قال (نعم) وان كنت على نهر جار) أخرجه بن ماجه في سننه.

En effet, la Zakat s'octroie la mission de la réinjection des capitaux improductifs dans le circuit économique afin de stimuler la demande⁶. De plus, nous savons bien que, la Zakat est considérée comme un paiement de transfert des riches vers les pauvres. Or, il est bien connu que les riches ont moins de propension marginale à consommer, tandis que les pauvres, au contraire, ont un plus de propension marginale à consommer, ce qui affecte la répartition des ressources destinées à la consommation et à la production.

Pour illustrer l'importance de la Zakat dans la diminution du taux de pauvreté, nous présentons l'exemple suivant :

Supposons qu'une société de 100 individus, dont 30 sont riches (30%), et que la richesse soumise à la Zakat soit 10000 UM. Ensuite, 70 d'entre eux sont pauvres (70%), avec un revenu moyen individuel de 2 500 UM. Nous estimons également que le taux de croissance est de 5% et la richesse minimale est de 3000 UM.

Le tableau suivant montre cette évolution.

Tableau 1: l'impact de la Zakat sur la pauvreté

Périodes	La moyenne de la richesse des riches	Le devoir de la Zakat 2,5%	Cumul des revenus des pauvres après la réception de la Zakat	Le revenu moyen individuel des pauvres après la réception de la Zakat
1	300000	7500	182500	2 607
2	315000	7875	191625	2 738
3	330750	8 269	201 206	2 874
4	347 288	8 682	211 267	3 018
5	364 652	9 116	221 830	3 169

Source : élaboré par nos soins

Il s'avère clairement que le paiement annuel de la Zakat aux pauvres contribue de manière significative à l'augmentation du revenu moyen individuel des pauvres. Il est également noté que les pauvres ont dépassé le seuil de pauvreté dès la quatrième année, en dépit que, le taux de Zakat ne représente que 2,5%. Et par conséquent, nous pouvons dire que, l'économie islamique – à travers l'instrument de la Zakat - a dépassé les systèmes conventionnels au niveau de la législation depuis 14 siècles.

De ce fait, les bénéficiaires de la Zakat peuvent utiliser la recette Zakataire soit en consommation soit en investissement, et donc, nous pouvons diviser le revenu national des détenteurs de la Zakat en deux parties :

⁶ EL MARZOUKI A, et ROUIJEL R. (2018). « Zakat et impôts : relation de substitution ou de complémentarité ? », JEMED, Vol 1. N° 1, juillet 2018, p.21-38.

Soient :

R_C : Le revenu Zakataire destiné à la consommation

R_I : Le revenu Zakataire destiné à l'investissement

Donc le revenu mondial :

$$R = R_C + R_I$$

Avec :

$$R_C = \alpha R$$

$$R_I = \beta R$$

$$\alpha + \beta = 1$$

La fonction de consommation nationale dans ce cas peut s'écrire ainsi :

$$\begin{aligned} C &= C_0 + \lambda R \\ &= C_0 + \lambda (R_C + R_I) \\ &= C_0 + \lambda (\alpha R + \beta R) \\ &= C_0 + \lambda \alpha R + \lambda \beta R \end{aligned}$$

Alors, les propensions marginales / moyenne à consommer deviennent :

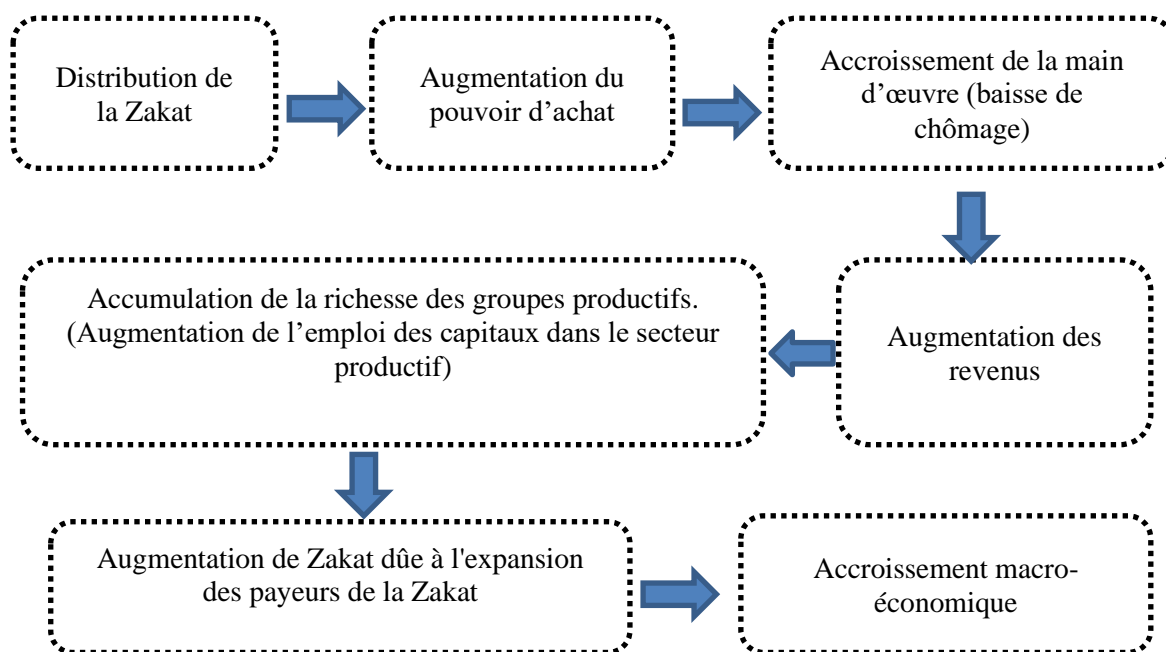
La propension marginale à consommer :

$$\begin{aligned} C &= C_0 + \lambda \alpha R + \lambda \beta R \\ Pmc &= \frac{\partial C}{\partial R} \\ &= \lambda \alpha + \lambda \beta \\ &= \lambda (\alpha + \beta) \\ &= \lambda \end{aligned}$$

La propension moyenne à consommer :

$$\begin{aligned} C &= C_0 + \lambda \alpha R + \lambda \beta R \\ PMC &= \frac{C}{R} \\ &= \frac{C_0 + \lambda \alpha R + \lambda \beta R}{R} \\ &= \frac{C_0}{R} + \frac{\lambda \alpha R}{R} + \frac{\lambda \beta R}{R} \\ &= \frac{C_0}{R} + \lambda \alpha + \lambda \beta \\ &= \frac{C_0}{R} + \lambda (\alpha + \beta) \\ &= \frac{C_0}{R} + \lambda \end{aligned}$$

Donc, la Zakat représente d'une part, une dépense auparavant affectée à contenter des besoins sociaux, en donnant un soutien essentiel aux actions gouvernementales en termes de politique sociale. Et d'autre part, si l'application de la Zakat augmente les profits des producteurs et la demande de main-d'œuvre, cela conduira inévitablement à un accroissement de la situation macroéconomique, et par conséquent, le circuit économique devient comme suit :



Source : élaboré par nos soins

Il est utile de signaler qu'outre la purification du cœur et de l'âme, la *Zakat* purifie non seulement les richesses, mais constitue également un outil majeur de distribution des richesses et d'élimination de la pauvreté. Elle présente de nombreuses avantages comme :

- ▲ Grace à la Zakat, la richesse commence à circuler des riches vers les pauvres ;
- ▲ Le paiement de la Zakat réduit le large fossé entre les riches et les pauvres, et par conséquent, le niveau de vie des pauvres commence à s'améliorer ;
- ▲ Le système de la *Zakat* joue un rôle très important dans la création d'emplois. Les professionnels (tailleurs, forgerons, blanchisseurs, bouchers, etc.) peuvent recevoir des subventions pour acheter leurs outils de travail. Un cultivateur peut recevoir un capital provenant du fonds de la *Zakat* pour acheter une parcelle de terre afin de cultiver. De cette manière, le système de la *zakat* augmente les chances d'avoir un emploi pour les personnes et contribue à la baisse de la pauvreté.
- ▲ Le système de la Zakat, offre une sécurité économique aux pauvres, aux indigents et aux nécessiteux. Maududi (1984) décrit la *Zakat* comme suit : " C'est une société coopérative, une compagnie d'assurance, un fonds de prévoyance des musulmans. C'est un fonds d'assistance pour les chômeurs. C'est un moyen de subsistance pour les handicapés, les malades, les orphelins, les veuves et les chômeurs. C'est une garantie que personne ne manquera des nécessités de la vie dans la communauté musulmane".

▲ Le système de la *Zakat* donne un pouvoir d'achat aux pauvres. Cela a été démontré à l'époque d'Umar bin Abdul Aziz (R.A.) lorsque les gens aisés cherchaient en vain ceux qui avaient besoin de l'aide du fonds de la *Zakat*.

Il ressort clairement que, grâce au système du *Zakat* comme instrument de distribution de la richesse, l'islam ne se limite pas à la réduction de la pauvreté, mais vise également à soulager toute la société. Il s'agit donc, d'une stratégie polyvalente, utilisée non seulement pour atténuer la pauvreté et corriger les inégalités, mais aussi pour atteindre d'autres objectifs du système islamique.

3.2 Les Sadaqats

L'islam ordonne de soulager les gens dans leur faim, la sécheresse et les calamités, et exhorte à aider les affligés, et fait de la *zakat* et les *Sadaqats* le meilleur moyen d'y parvenir. Ainsi que, dans le système islamique, la redistribution des revenus peut être obligatoire comme dans les dépenses des parents, la *Zakat*, la *Zakat al fitr* ..., comme elle peut-être facultative comme le cas des aumônes (*Dotations et Habous*), les testaments, les cadeaux et les dons⁷.

La notion de *Sadaqats* va au-delà de son aspect matériel, mais s'approfondit plutôt dans son impact social, à travers lequel les intérêts des personnes sont atteints. Autrement dit : *Infaq fi Sabil Lilah* comprend : La charité (*Al- Sadaqat al-Nafila*) et la charité du surplus. Il s'agit en somme d'une aide monétaire fournie par les nantis aux pauvres.

L'objectif principal de "*Infaq*" est de crasser la concentration et d'encourager la circulation des richesses, ce qui permet de minimiser l'écart entre les nantis et les démunis. Si chaque membre de la société fait don de son surplus de richesse à quelqu'un autre dans une situation de nécessité, personne ne restera pauvre et privé des nécessités de la vie.

Dans le contexte islamique, Il existe de nombreux filets de sécurité qui protègent les gens en situation de difficulté sociale. Grâce aux préceptes de l'islam, l'esprit d'entraide, de sympathie et de bonté occupait une place très marquante. Si ces filets de sécurité sont mis en œuvre dans leur véritable esprit, avec planification et sincérité aboutira sans doute à une réduction de la pauvreté au niveau les plus bas. Ces différentes sources de sécurité sur lesquelles les musulmans sont invités à agir individuellement et collectivement sont :

3.2.1 La loi islamique sur l'héritage

Dieu a donné le verdict constitutionnel concernant les biens de la personne décédée à distribuer entre ses héritiers⁸. Cette loi d'héritage contribue à la diminution de la concentration de la richesse dans quelques mains. Tous les membres de la famille qui obtiennent leur part de la propriété seront en mesure de répondre à leurs besoins et de démarrer ou de développer leur activité grâce à la propriété

⁷ Traduit de l'arabe par nos soins :

رفيق المصري، "أصول الاقتصاد الإسلامي"، دمشق، دار القلم، الطبعة الثالثة، 1999، ص 227 – 247

⁸ Sourate *Al Nisa*, verset 11

héritée. Il s'agit d'un grand filet de sécurité qui, d'une part, protège les masses de la pauvreté et, de l'autre part, de la concentration des richesses entre quelques mains.

3.2.2 Al-Nafaqat

La Nafaqa (pluriel Nafaqaat) est définie comme "ce qu'une personne dépense pour l'entretien d'autres personnes et comprend la nourriture, les vêtements, la résidence et toutes les choses connexes comme l'eau, la lumière et autres (Al Jazeeri, 1979). Elle comprend la nourriture, les vêtements, la résidence, les soins, l'entretien, le service, et les dépenses liées aux traitements médicaux et au mariage.

La Nafaqa fournit un système de sécurité sociale non seulement pour la femme, les enfants, les parents et les proches mais aussi pour les serviteurs, les esclaves et même pour les animaux. Ce filet a le potentiel d'éliminer la pauvreté.

Les familles dirigées par des femmes constituent aujourd'hui un facteur important de la pauvreté. Ce problème peut également être résolu si les autres membres de la famille se sentent responsables et fournissent la Nafaqa à ces familles.

L'abattage d'animaux le jour de l'Aïd-Adha est une occasion de célébration pour les musulmans. La veille de l'Aïd-Adha, ils sont invités à sacrifier (abattre) les animaux tels que les chameaux, les vaches, les chèvres et les moutons, etc. Au moins un tiers de la chair des animaux peut être distribué aux pauvres et un autre tiers aux parents pauvres.

Le but de cette activité est encore une fois d'aider les pauvres, les nécessiteux et les indigents. Elle permet également de générer des revenus, de créer des emplois et, en fin de compte, de réduire la pauvreté.

3.2.3 Sadaqa Al Fitr

Sadaqa Al Fitr a été rendue obligatoire à l'occasion de l'Aïd-Al Fitr. Les croyants sont invités à verser une quantité prescrite de céréales ou leur prix aux pauvres avant de se rendre à la prière de l'Aïd. Cette somme sera versée par membre de la famille. Chacun doit payer cette somme non seulement en son nom propre, mais aussi au nom de ses mineurs, de ses domestiques et même de ses invités.

L'objectif de la Sadaqa Al Fitr est que, lorsque les musulmans célèbrent leurs fêtes, ils n'oublient pas les autres membres de la société et partagent avec les pauvres de la société.

3.2.4 Pénalités (Kaffarat)

L'islam a prescrit une procédure d'Ibadaat (dévotions). Si, pour une raison quelconque, le croyant n'obéit pas à la directive ou ne suit pas la procédure prescrite ou s'il a commis un péché, il doit payer une pénalité. Cette pénalité est connue sous le nom de Kaffara dans la terminologie islamique. Par exemple, si un musulman rompt son jeûne, rompt son serment ou commet une faute pendant le pèlerinage, il doit payer une pénalité. Cette pénalité sera payée en termes de jeûne, d'affranchissement des esclaves ou de paiement sous forme de nature (par exemple du blé) ou de sa valeur en espèces aux pauvres. Là encore, l'objectif est de retirer la richesse à cette personne et d'aider les pauvres.

En somme, les Sadaqats visent à instaurer un système de solidarité entre les membres de la société et de garantir sa stabilité sociale. Aussi, elles contribuent à ressortir les nécessiteux du cercle vicieux de la pauvreté.

3.3 Le Waqf

Dans le cadre du Waqf, un propriétaire fait don et dédie un bien (meuble ou immeuble) au profit de la société. Les bénéficiaires jouissent de son usufruit et/ou de ses revenus (Abdul Rahman, R et Dean, Faisal 2013).

Le Waqf est généralement perpétuel, mais il peut être temporaire et partiel. Dans l'application contemporaine du Waqf, il peut être établi en consacrant des biens immobiliers, des meubles ou des installations, d'autres biens mobiliers et des formes liquides d'argent et de richesse comme des espèces et des actions, etc. L'une des caractéristiques importantes du Waqf est qu'il offre une certaine souplesse dans l'utilisation des fonds par rapport à la Zakat (Sadeq, 2002).

Le Waqf est un acte de charité continu pour l'amour de Dieu et augmenté par l'esprit d'altruisme qui prévaut et qui fait partie intégrante du mode de vie islamique. Les musulmans ont établi différents types du waqf, notamment pour l'éducation et la recherche, les soins de santé et les services publics, Les waqf pour l'éducation couvrent également la recherche scientifique.

Zuki (2012) a cité certaines études selon lesquelles l'établissement d'un Waqf est l'idée pour la cause de l'humanité et la mosquée de Quba a été le premier Waqf établi dans le monde musulman. Dans le monde musulman, de nombreux projets humanitaires sont aujourd'hui gérés par l'institution du Waqf, comme la construction de maisons pour les personnes dans le besoin, le développement des sources pour fournir de l'eau pour la consommation publique, l'aide aux handicapés et aux pauvres, la construction de ponts, le financement d'orphelinats et de maisons pour les personnes âgées et le financement du mariage des jeunes dans le besoin (Zuki, Mazrul Shahir Md, 2012).

Abattouy et Al-Hassani ont révélé que dans la pratique historique réelle, les institutions Waqf ont joué des rôles variés et extrêmement importants dans le développement économique, social et politique des sociétés islamiques. Abattouy et Al-Hassani ont affirmé qu'il y a trois principes de base de la loi islamique du Waqf définissant la fiducie de bienfaisance : elle doit être irrévocable, perpétuelle, et inaliénable et en outre, pour être qualifiée de charitable, le but ultime du Waqf doit être pieux.

Ahmed (2007), a défini Waqf comme l'aide socio-économique au segment nécessiteux, les pauvres, la fourniture de services religieux, l'éducation, la science, l'environnement et d'autres objectifs. Par conséquent, Ahmed (2007) a rapporté que les musulmans ont établi divers types d'awqaf, y compris ceux pour l'éducation et la recherche, les soins de santé et les services publics. Les waqf pour l'éducation couvrent également la recherche scientifique et il existe des waqf spécifiques pour la recherche en astronomie, en sciences, en mathématiques, en pharmacologie, en physiologie, etc. Ahmed (2007) a affirmé que l'histoire des waqf est très riche avec des réalisations importantes pour améliorer le bien-être en général et servir les pauvres en particulier (Ahmed Habib 2007).

Babacan (2011) a exprimé que dans les États islamiques, le système des Waqfs est l'acteur économique le plus dominant en dehors du gouvernement et observé comme étant le principal "véhicule de financement de l'Islam en tant que société". L'importance des Waqfs s'est accrue, lorsque les activités économiques se sont déplacées de manière significative de l'État à la société (Babacan, Mehmet 2011).

Ali (2009) a exprimé que dans l'Islam, l'institution du Waqf est renforcée par l'esprit d'altruisme qui prévaut et qui fait partie intégrante du mode de vie islamique. L'Islam considère la charité comme un moyen de transfert de richesse des riches vers les pauvres, ainsi qu'un mécanisme de développement personnel et un moyen d'obtenir le plaisir d'Allah Tout-Puissant et sa récompense dans le monde de l'au-delà (Ali, Imtiaz 2009).

Hasan (2006), mentionnant les expériences de différentes communautés, a exprimé que dans de nombreux pays, les fonds Waqf ont été utilisés pour trois objectifs principaux liés au développement social et humain, à savoir l'éducation, les services urbains, la santé et l'hygiène (Hasan, Sami 2006).

Bello (2009) affirme que pour combattre la pauvreté et améliorer le bien-être de la société, les institutions de la Zakat et du Waqf font partie des nombreux instruments institués par l'Islam. Le Waqf fournit l'infrastructure matérielle et crée une source de revenus à utiliser dans des activités d'amélioration du bien-être social au niveau de la famille, de la communauté et de l'État (Bello, Dogarawa Ahmad, 2009).

Waqf peut être classé en trois catégories selon les bénéficiaires :

▲ **Waqf public (Waqf khayrî)** : Tout bien Waqf qui est géré par une personne publique et dont la jouissance est affectée en priorité ou en dernier lieu à des œuvres de bienfaisance ainsi qu'à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général ; par exemple des subventions données aux mosquées, hôpitaux, universités, bibliothèques etc....

▲ **Waqf familial ou Waqf privé** : Tout bien constitué en Waqf au profit de certains membres de la famille ou des descendantes ou autres personnes qu'il a choisies, tout en précisant leurs parts ainsi que l'ordre de succession.

▲ **Waqf commun** : Tout bien constitué en Waqf pour une partie au profit d'une œuvre publique, ou profit d'une personne désignée ou de ses descendants.

Le déroulement d'une opération de Waqf repose sur un ensemble d'acteurs et de composants (Laminou et Chakir, 2021) :

- ✓ La personne réalisant le Waqf (waqif) : il s'agit de la personne (physique ou morale) ou un groupe de personnes ayant légué le (les) bien(s).
- ✓ Le bien objet du Waqf : il peut s'agir d'actif mobilier, immobilier ou financier, ou tout autre

droit ayant de la valeur et susceptible de générer des revenus.

- ✓ Les bénéficiaires du Waqf : sont désignés par les donateurs, et peuvent être un groupe d'individus (orphelins, personnes démunies, voyageurs...), ou une institution (mosquée, hôpital, Bibliothèque...)
- ✓ Le revenu du Waqf : tout revenu (loyers, bénéfices...) résultant de l'exploitation du bien objet du Waqf.

Au Maroc la nouvelle loi promulguée par l'article 14 du Dahir n° 1.09.236 du 8 Rabie Ier, 1431(23 Février 2010) B. O n° 5847 du 1er Rajib 1431 (14 Juin 2010), relative à la moudawana des waqf dans son article I définit le Waqf comme : « tout actif immobilisé à titre permanent ou temporaire, et son usufruit est alloué à un organisme de bienfaisance public ou privé. Il est établi par un contrat, par un testament ou par la force de la loi.

4. Conclusion

La réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien être humain sont deux facettes de la même devise. La pauvreté est depuis toujours placée au premier plan des problèmes qui entravent le développement durable. Ainsi que, tous ce qui lui est associé constituent une menace pour la stabilité sociale et sécuritaire au sein de la société. Notre présent article, essaye de répondre à la problématique suivante : Dans quelle mesure les politiques sociales, dans un contexte islamique, répondent-elles aux besoins de la société ? En réduisant la pauvreté et en améliorant le niveau de vie.

Les politiques sociales mises en œuvre par les gouvernements restent insuffisantes et souffrent de la dispersion entre ce qui est programmé d'une part, et de ce qui est réalisé d'autre part. Ces différentes malédictiones peuvent avoir des réponses dans les pratiques de l'économie islamique. Dans ce sens, les pratiques de l'islam peuvent corriger les déséquilibres constatés, les inégalités de revenus, et à atténuer les retombés de la pauvreté, en se basant sur une répartition juste et équitable des revenus et de la richesse, à travers, le système de la Zakat, des Sadaqats et des Waqfs comme instruments de redistribution de la richesse.

Finalement, La politique sociale revient en force. Elle recouvre un projet social dont il faut saisir le sens et la réalité qui se cache derrière. Dans ce sens, l'idée fondamentale du système économique islamique, est de chercher une forte corrélation entre le développement du bien

être humain et le développement social. Autrement dit ; la croissance optimale de l'économie ne peut se faire sans la diminution de défaillances sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] القرآن الكريم [2] رفيق المصري، "أصول الاقتصاد الإسلامي"، دمشق، دار القلم، الطبعة الثالثة، 1999، ص 227 – 247
- [3] Laminou, A, et A Chakir. 2021. « Waqf Crowdfunding : Proposition d'un modèle alternatif d'inclusion sociale dans le contexte marocain ». *Recherches et Applications en Finance Islamique* 5 (1): 72-89.
- [4] Abdul Rahman, R, et Dean, Faisal. 2013. « Challenges and Solutions in Islamic Microfinance ». *Humanomics* 29 (4): 293-306.
- [5] Ahmed Habib. 2007. « Waqf-Based Micro-finance: Realizing the Social Role of Islamic Finance », Paper written for the International Seminar on "Integrating Awqaf in the Islamic Financial Sector", Singapore, March 6-7, 2007 ».
- [6] Ali, Imtiaz B. 2009. « WAQF- A Sustainable Development Institution for Muslim Communities », publisher, Takaful T&T Friendly Society 2009, P.O. Bag 1066 Valsayn, Trinidad and Tobago ».
- [7] Babacan, Mehmet. 2011. « Economics of Philanthropic Institutions, Regulation and Governance in Turkey ». *Journal of Economic and Social Research* 13 (2): 61-89.
- [8] Bello, Dogarawa Ahmad. 2009. « Poverty Alleviation through Zakat and Waqf Institutions: A Case for the Muslim Ummah in Ghana, Paper Presented at the First National Muslim Summit, Al-Furqan Foundation, Radach Memorial Centre, Lamashegu, Tamale, Ghana, on Saturday, 3rd October, 2009 ».
- [9] EL MARZOUKI A, et ROUIJEL R. (2018). « Zakat et impôts : relation de substitution ou de complémentarité ? », *JEMED*, Vol 1. N° 1, juillet 2018, p.21-38.
- [10] Hasan, Sami. 2006. « Muslim Philanthropy and Social Security: Prospects, Practices, and Pitfalls », Paper presented at 6th ISTR Biennial Conference held in Bangkok, 9-12 July 2006 ».
- [11] Qardawi, Y., A. (2004). *Islam mein gharibi ka elaj*. Lahor : Maktaba Islamia.
- [12] Sadeq, A.M. 2002. « Waqf, Perpetual Charity & Poverty Alleviation ». *International Journal of Social Economics* 29 (2): 139-51.
- [13] Zuki, Mazrul Shahir Md. 2012. « Waqf and Its Role in Socio-Economic Development ». *ISRA International Journal of Islamic Finance* 4 (2).